



RAPPORT DE GESTION

4

Trimestre terminé le
31 décembre 2016

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 21 février 2017, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « T4 2016 » et le « T4 2015 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2016 et 2015. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : stratégie de croissance, crédit, liquidité, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, réglementations en matière de commerce international, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 21 février 2017. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques, de composés et de substrats. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Vision et stratégie

À titre de chef de file mondial dans le domaine de la technologie des matériaux, comptant des employés et des actifs partout dans le monde, nous sommes déterminés à donner à nos employés les moyens qu'il faut pour les inciter à offrir collectivement un rendement remarquable ainsi qu'à optimiser l'utilisation des ressources pour atteindre des rendements financiers concurrentiels.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le 12 septembre 2016, la Société a dévoilé son plan stratégique 5N21 (le « plan 5N21 »), qui vise à améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats. Le plan s'articule autour de trois piliers principaux :

1. Optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval
2. Dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux
3. Assurer une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures

Faits saillants du quatrième trimestre de 2016 et de l'exercice 2016

La Société a clos un exercice au cours duquel elle a livré des résultats tangibles à bien des égards, notamment avec la diminution des charges d'exploitation, de la dette nette¹ et du fonds de roulement¹, y compris les stocks. Elle a aussi réussi à assainir son bilan et à améliorer ses marges, malgré le contexte difficile dans lequel elle a dû évoluer. En 2016, la Société a lancé différentes initiatives et franchi plusieurs étapes, progressant notamment dans la mise en œuvre de sa nouvelle vision et de son nouveau plan stratégique, 5N21.

- La Société a inscrit un BAIIA ajusté¹ et un BAIIA¹ de respectivement 20,1 M\$ et 15,1 M\$ pour l'exercice 2016 contre un BAIIA ajusté de 4,0 M\$ et un BAIIA négatif de 54,7 M\$ pour l'exercice 2015. Cette hausse du BAIIA ajusté témoigne d'une croissance de la rentabilité, facilitée par la stabilité relative des prix des produits de base, une demande soutenue pour la plupart des métaux, et surtout les progrès réalisés quant à l'optimisation de la composition des ventes et à la diminution des charges d'exploitation.
- Le 29 septembre 2016, 5N Plus a annoncé le regroupement des activités qu'elle exerce à Wellingborough, au Royaume-Uni, et à DeForest, dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis, avec d'autres installations du groupe. Les coûts de restructuration liés à ces deux initiatives de même que ceux liés à la fermeture de bureaux administratifs redondants et à la renégociation de contrats d'approvisionnement défavorables d'années antérieures ont réduit le BAIIA de l'exercice 2016 de 5,9 M\$.
- Pour le quatrième trimestre de 2016, la Société a inscrit un BAIIA ajusté de 4,3 M\$ et un BAIIA de 4,8 M\$, par rapport à un BAIIA ajusté de 0,7 M\$ et un BAIIA négatif de 26,0 M\$ au quatrième trimestre de 2015.
- Considérablement touchés par la baisse des prix des produits de base sous-jacents au cours de l'exercice 2015, les produits pour l'exercice 2016 ont atteint 231,5 M\$ par rapport à 311,0 M\$ pour 2015, alors que la marge brute¹ s'est améliorée pour s'établir à 22,4 % pour 2016 comparativement à une marge brute¹ négative pour 2015.
- La dette nette a diminué davantage au cours de l'exercice 2016, s'établissant à 19,0 M\$ au 31 décembre 2016 par rapport à 34,9 M\$ pour l'exercice précédent, grâce à la gestion du fonds de roulement et l'amélioration générale de la performance.
- Au 31 décembre 2016, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 136 jours de ventes en cours, en baisse par rapport au trimestre précédent en raison de la restructuration de certains contrats pour atteindre l'équilibre entre la part de marché et la rentabilité, et compte tenu des activités de réoutillage de certains clients et de la mise à niveau de leur capacité de fabrication. Pour le quatrième trimestre de 2016, les nouvelles commandes¹ représentaient 78 jours par rapport à 77 jours au troisième trimestre de 2016 et 95 jours au quatrième trimestre de 2015.
- La Société ne prévoit aucun écart par rapport à ces dernières lignes directrices énoncées dans le plan 5N21 pour 2017.
- Le 11 janvier 2016, M. Luc Bertrand a été nommé président du conseil d'administration de la Société. Il a succédé à M. Jean-Marie Bourassa, qui continue de siéger au conseil d'administration et d'agir à titre de président du comité d'audit et de gestion des risques.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

- Le 5 octobre 2016, 5N Plus a annoncé que la Bourse de Toronto avait approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société dans le cadre de laquelle la Société a le droit d'acheter aux fins d'annulation, du 11 octobre 2016 au 10 octobre 2017, jusqu'à 600 000 actions ordinaires.
- Le 20 février 2017, 5N Plus a annoncé des changements à la structure de son équipe de haute direction. Les responsabilités qui incombent auparavant au chef de la direction commerciale et au chef de l'exploitation seront réparties entre les secteurs opérationnels existants (le secteur Matériaux écologiques et le secteur Matériaux électroniques). M. Nicholas Audet, ancien chef de la direction commerciale, a été nommé vice-président directeur du secteur Matériaux électroniques et M. Paul Tancell, ancien directeur général d'Umicore, se joint à 5N Plus à titre de vice-président directeur du secteur Matériaux écologiques. M. Bertrand Lessard, qui occupait le poste de chef de l'exploitation de la Société depuis 2014, quittera 5N Plus pour se consacrer à d'autres activités.

L'exercice 2016 a été fondamental dans l'histoire de la Société, qui avait connu un exercice difficile en 2015. En 2016, la direction a concentré ses efforts sur le réalignement de sa structure de coûts générale, l'examen des projets d'investissement, la diminution des stocks requis, la restructuration de divers contrats et la gestion de la volatilité des résultats, due principalement aux prix des métaux. De plus, la Société a adopté une nouvelle approche commerciale fondée sur l'atteinte d'un équilibre entre sa part de marché et la qualité de ses résultats. Avec le lancement du plan 5N21, la Société a été amenée à se pencher davantage sur différentes initiatives de croissance et elle se réjouit des progrès tangibles déjà constatés. Elle prévoit d'autres avancées en 2017 alors que la mise en œuvre de son plan se poursuit.

Synthèse des résultats

	T4 2016	T4 2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Produits	54 704	59 367	231 498	311 012
Charges d'exploitation*	(50 373)	(58 693)	(211 387)	(307 053)
BAlIA ajusté ¹	4 331	674	20 111	3 959
Dépréciation des stocks	-	(24 582)	-	(58 327)
Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée	-	(544)	-	(2 991)
Coûts des litiges et de restructuration	-	(2 953)	(5 945)	(3 453)
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	14	-	20	1 840
Profits de change et au titre de dérivés	458	1 405	925	4 276
BAlIA ¹	4 803	(26 000)	15 111	(54 696)
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	1 851	2 012	8 241	8 967
Amortissement	2 120	7 287	10 739	27 166
Résultat avant impôt sur le résultat	832	(35 299)	(3 869)	(90 829)
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	(1 145)	4 044	440	3 655
Différé	1 819	3 272	1 587	2 717
	674	7 316	2 027	6 372
Résultat net	158	(42 615)	(5 896)	(97 201)
Résultat de base par action	0,00 \$	(0,51)\$	(0,07)\$	(1,16)\$
Résultat dilué par action	0,00 \$	(0,51)\$	(0,07)\$	(1,16)\$

*Compte non tenu des coûts des litiges et de restructuration et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

	T4 2016	T4 2015	Variation	2016	2015	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	19 333	18 833	3 %	79 038	104 265	(24) %
Matériaux écologiques	35 371	40 534	(13) %	152 460	206 747	(26) %
Total des produits	54 704	59 367	(8) %	231 498	311 012	(26) %
Coût des ventes	(44 802)	(81 501)	(45) %	(190 037)	(346 970)	(45) %
Amortissement des immobilisations corporelles	2 046	7 317	(72) %	10 353	13 635	(24) %
Marge brute¹	11 948	(14 817)		51 814	(22 323)	
Pourcentage de marge brute¹	21,8 %	(25,0) %		22,4 %	(7,2) %	

Les produits ont diminué de 8 % pour le quatrième trimestre de 2016 et de 26 % pour l'exercice 2016 par rapport aux périodes correspondantes de 2015. Ces baisses s'expliquent principalement par une importante diminution des prix des produits de base sous-jacents ayant débuté au cours de 2015 pour les deux secteurs. Bien que le volume des ventes ait été inférieur pour l'exercice 2016, la marge brute¹ s'est considérablement améliorée grâce à la relative stabilité des prix des métaux soutenue par notre approche sélective favorisant les produits à plus forte marge. La marge brute¹ s'est établie à 22,4 % en 2016 comparativement à une marge brute négative en 2015.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

BAIIA et BAIIA ajusté

	T4 2016	T4 2015	Variation	2016	2015	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	5 111	64	7 886 %	19 824	10 740	85 %
Matériaux écologiques	2 544	3 377	(25) %	13 467	2 839	374 %
Siège social	(3 324)	(2 767)	20 %	(13 180)	(9 620)	37 %
BAIIA ajusté¹	4 331	674	543 %	20 111	3 959	408 %
BAIIA¹	4 803	(26 000)		15 111	(54 696)	

Le BAIIA¹ s'est établi à 4,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 contre un BAIIA négatif de 26,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015. Pour le quatrième trimestre de 2016, la stabilité relative des prix pour la plupart des métaux grâce à laquelle aucune charge de dépréciation des stocks n'a dû être comptabilisée a eu une incidence positive sur la marge du BAIIA. Pour l'exercice 2016, le BAIIA s'est établi à 15,1 M\$ par rapport à un BAIIA négatif de 54,7 M\$ pour l'exercice 2015. Pour le quatrième trimestre de 2015 et pour l'exercice 2015, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation des stocks de respectivement 24,6 M\$ et 58,3 M\$, contrebalancée par un profit de change de respectivement 0,3 M\$ et 6,5 M\$ sur la débenture convertible libellée en dollars canadiens, qui est visée par un swap de couverture de devises depuis le 7 décembre 2015.

Pour le quatrième trimestre de 2016, le BAIIA ajusté¹ a augmenté de 3,7 M\$ pour s'établir à 4,3 M\$ par rapport à 0,7 M\$ au quatrième trimestre de 2015, grâce à l'augmentation des marges réalisées et à des charges d'exploitation moins élevées. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 5,0 M\$ pour atteindre 5,1 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 26 % comparativement à une marge du BAIIA ajusté de néant pour le quatrième trimestre de 2015. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a diminué de 0,8 M\$ pour atteindre 2,5 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté de 3,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015, ce qui donne une marge du BAIIA ajusté¹ similaire. La baisse de 0,2 M\$ des autres produits et le montant plus élevé de 0,3 M\$ comptabilisé au titre des régimes d'intéressement à court et à long terme à la suite de l'appréciation du prix de l'action de la Société et de nouvelles émissions se sont répercutés sur le BAIIA ajusté du secteur Siège social pour le quatrième trimestre de 2016 par rapport à la période correspondante de 2015.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, le BAIIA ajusté pour l'exercice 2016 a augmenté de 16,2 M\$ pour s'établir à 20,1 M\$ par rapport à 4,0 M\$ pour l'exercice 2015. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 9,1 M\$ pour atteindre 19,8 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 25 % comparativement à 10 % pour l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 10,6 M\$ pour atteindre 13,5 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté de 2,8 M\$ en 2015. Le BAIIA ajusté du secteur Siège social a diminué par rapport à l'exercice 2015 en raison du moment de la comptabilisation de crédits d'impôt au titre des frais de recherche et de développement ainsi que de la comptabilisation d'un montant au titre des régimes d'intéressement à court et à long terme. Des produits tirés d'une demande d'indemnisation d'assurance avaient été comptabilisés au deuxième trimestre de 2015, sans qu'un produit non récurrent correspondant soit comptabilisé pour l'exercice 2016.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Résultat net et résultat net ajusté

	T4 2016	T4 2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	158	(42 615)	(5 896)	(97 201)
Résultat de base par action	0,00 \$	(0,51) \$	(0,07) \$	(1,16) \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	-	24 582	-	58 327
Amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles	-	-	-	11 834
Amortissement accéléré d'immobilisations corporelles	-	-	1 804	-
Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée	-	544	-	2 991
Coûts des litiges et de restructuration	-	2 953	5 945	3 453
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(14)	-	(20)	(1 840)
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	4	1 570	5	(4 779)
Résultat net ajusté¹	148	(12 966)	1 838	(27 215)
Résultat net de base ajusté par action¹	0,00 \$	(0,15) \$	0,02 \$	(0,32) \$

Pour le quatrième trimestre de 2016, le résultat net a été de 0,2 M\$, comparativement à une perte nette¹ de 42,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015. Le résultat net ajusté¹ s'est amélioré de 13,1 M\$, atteignant 0,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016, par rapport à une perte nette ajustée¹ de 13,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015. Aucun ajustement important n'a été apporté au résultat net pour le quatrième trimestre de 2016.

La perte nette a été de 5,9 M\$ pour l'exercice 2016 comparativement à une perte nette de 97,2 M\$ pour l'exercice 2015. Le résultat net ajusté a augmenté de 29,1 M\$, passant d'une perte nette ajustée de 27,2 M\$ pour l'exercice 2015 à un résultat net ajusté de 1,8 M\$ pour l'exercice 2016. Outre l'impôt sur le résultat, les principaux ajustements apportés au résultat net pour l'exercice 2016 comprennent le montant de la charge au titre de l'amortissement accéléré d'immobilisations corporelles et les coûts de restructuration faisant suite à l'annonce, en septembre 2016, que la Société optimiserait sa présence géographique, de même que des coûts non récurrents associés à la fermeture d'un bureau administratif en Europe et la renégociation de contrats d'approvisionnement défavorables d'années antérieures.

Charge de dépréciation des stocks

	T4 2016	T4 2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	-	13 373	-	29 989
Matériaux écologiques	-	11 209	-	28 338
Total	-	24 582	-	58 327

À la suite de l'analyse de la valeur nette de réalisation attendue au 31 décembre 2016, aucune charge de dépréciation des stocks n'a été comptabilisée au quatrième trimestre de 2016 et pour l'exercice 2016, comparativement à des montants de respectivement 24,6 M\$ et 58,3 M\$ comptabilisés au quatrième trimestre de 2015 et pour l'exercice 2015, en raison du recul des prix des produits de base qui a touché notre secteur d'activité au cours de 2015.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2016	T3 2016	T4 2015	T4 2016	T3 2016	T4 2015
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	35 417	40 929	47 225	13 821	11 570	11 093
Matériaux écologiques	46 377	49 046	55 714	32 702	35 281	50 645
Total	81 794	89 975	102 939	46 523	46 851	61 738

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2016	T3 2016	T4 2015	T4 2016	T3 2016	T4 2015
Matériaux électroniques	167	183	229	65	52	54
Matériaux écologiques	120	128	125	84	92	114
Moyenne pondérée	136	148	158	78	77	95

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2016 par rapport au troisième trimestre de 2016

Au 31 décembre 2016, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 136 jours de ventes en cours, en baisse par rapport au trimestre précédent en raison de la restructuration de certains contrats pour atteindre l'équilibre entre la part de marché et la rentabilité, et compte tenu des activités de réoutillage de certains clients et de la mise à niveau de leur capacité de fabrication. La courbe de renouvellement s'étend habituellement jusqu'au premier trimestre.

Au 31 décembre 2016, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 167 jours de ventes en cours, en baisse de 16 jours, soit 9 %, par rapport au carnet de commandes au troisième trimestre de 2016, en raison des deux trimestres solides au chapitre des expéditions, surtout dans le secteur de l'énergie solaire. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 120 jours de produits annualisés pour le secteur, soit une diminution de 8 jours, ou 6 %, par rapport au carnet de commandes du troisième trimestre de 2016.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 13 jours par rapport au troisième trimestre de 2016, avec une courbe de renouvellement suivant aussi la tendance habituelle pour la plupart des contrats au quatrième ou au premier trimestre de l'exercice. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 84 jours pour le quatrième trimestre de 2016, soit une diminution de 8 jours, comparativement à 92 jours pour le troisième trimestre de 2016.

Quatrième trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Au 31 décembre 2016, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait diminué de 62 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 5 jours, par rapport au 31 décembre 2015, étant donné notre stratégie de sélection visant à atteindre un équilibre entre la part de marché et la gestion des marges et en raison de l'annonce d'un de nos clients de moderniser ses activités.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 11 jours, et celles du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 30 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges

	T4 2016	T4 2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	2 120	7 287	10 739	27 166
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	6 195	7 308	25 986	28 494
Coûts des litiges et de restructuration	-	2 953	5 945	3 453
Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée	-	544	-	2 991
Charges financières	1 379	607	7 296	2 851
Charge d'impôt	674	7 316	2 027	6 372
Total des charges	10 368	26 015	51 993	71 327

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 et à 10,7 M\$ pour l'exercice 2016 par rapport à respectivement 7,3 M\$ et 27,2 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. La diminution pour l'exercice 2016 s'explique principalement par la comptabilisation, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015 d'une charge au titre de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles de 11,8 M\$, comparativement à une charge au titre de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations corporelles de 1,8 M\$ en septembre 2016 faisant suite à l'annonce de la décision de la Société d'optimiser sa présence géographique.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 6,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 et à 26,0 M\$ pour l'exercice 2016, par rapport à 7,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et à 28,5 M\$ pour l'exercice 2015. La variation s'explique surtout par la baisse des salaires et des autres charges ainsi que par des taux de change favorables pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale pour l'exercice 2016.

Coûts des litiges et de restructuration

La Société a comptabilisé une charge au titre des coûts des litiges et de restructuration de 5,9 M\$ pour l'exercice 2016, comparativement à respectivement 3,0 M\$ et 3,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015 et pour l'exercice 2015. À la suite de l'annonce par la Société de son intention de regrouper les activités qu'elle exerce à Wellingborough, au Royaume-Uni, avec d'autres installations du groupe, et de regrouper les activités qu'elle exerce à DeForest, dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis et à Fairfield, dans l'État du Connecticut, aux États-Unis au cours du premier semestre de 2017 dans une nouvelle installation modernisée aux dimensions appropriées, celle-ci a comptabilisé pour le troisième trimestre de 2016, un montant de 3,5 M\$ au titre des coûts de restructuration, des indemnités de départ et d'autres coûts découlant de la fermeture des installations. Au cours du troisième trimestre de 2016, la Société a également comptabilisé un montant de 1,0 M\$ au titre des coûts des litiges à la suite d'efforts de renégociation de contrats d'achat désavantageux. Au premier trimestre de 2016, la Société a également comptabilisé des coûts non récurrents de 1,0 M\$ engagés à la suite de la fermeture d'un bureau administratif en Europe et en raison du règlement de contrats d'approvisionnement défavorables. Le montant imputé au titre des coûts des litiges et de restructuration pour l'exercice 2015 découle de mesures de la Société visant à diminuer ses charges d'exploitation et de la renégociation de contrats d'achat désavantageux.

Réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée

Aucune réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée n'a été comptabilisée pour l'exercice 2016. Au cours de l'exercice 2015, la Société avait évalué qu'étant donné la faiblesse des prix du marché pour le gallium, il était peu probable que l'effet à recevoir d'Ingal Stade GmbH, coentreprise détenue à 50 %, lui soit remboursé; par conséquent, elle avait comptabilisé une réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée de respectivement 0,5 M\$ et 3,0 M\$ au quatrième trimestre de 2015 et pour l'exercice 2015. Le 31 décembre 2016, Ingal a vendu ses actifs à la suite de la fermeture de ses activités de production plus tôt au cours de l'exercice.

Charges financières et produits financiers

Les charges financières se sont établies à 1,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016, comparativement à 0,6 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières de 0,8 M\$ s'explique essentiellement par une baisse des profits de change et au titre de dérivés latents. Le montant total de la débenture convertible est visé par un swap de couverture de devises et est comptabilisé comme une couverture de flux de trésorerie depuis le 7 décembre 2015.

Pour l'exercice 2016, les charges financières se sont établies à 7,3 M\$ comparativement à 2,9 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières de 4,4 M\$ s'explique essentiellement par des profits moins importants découlant de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures et par une baisse des profits de change et au titre de dérivés latents, le tout en partie contrebalancé par une baisse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat net avant impôt de 0,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 et une perte nette avant impôt de 3,9 M\$ pour l'exercice 2016. La charge d'impôt s'est élevée à 0,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 et à 2,0 M\$ pour l'exercice 2016, par rapport à respectivement 7,3 M\$ et 6,4 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La Société ne comptabilise par l'économie d'impôt liée aux pertes fiscales subies au cours de l'exercice dans certains pays, ce qui a eu une incidence négative sur la charge d'impôt pour le quatrième trimestre de 2016 et pour l'exercice 2016.

Situation financière et sources de financement

	T4 2016	T4 2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation ¹	5 256	(5 734)	12 486	(9 851)
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(2 048)	21 866	10 978	73 860
Activités d'exploitation	3 208	16 132	23 464	64 009
Activités d'investissement	(2 882)	(3 671)	(7 793)	(18 316)
Activités de financement	946	(11 536)	(1)	(49 129)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(218)	(134)	(185)	(525)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 054	791	15 485	(3 961)

Pour le quatrième trimestre de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 3,2 M\$, comparativement à 16,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2015. Malgré l'amélioration continue de la gestion du fonds de roulement hors trésorerie par la Société, et surtout en termes de jours de stocks, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont tout de même subi les contrecoups de la faiblesse des prix des produits de base et de son effet sur la valeur unitaire des produits de la Société, tout comme sur les créances. Pour l'exercice 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 23,5 M\$, comparativement à 64,0 M\$ pour l'exercice précédent. Une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie a donné lieu à une autre réduction des stocks de 9,2 M\$ et des créances de 6,2 M\$, atténuée par une baisse des dettes fournisseurs de 1,2 M\$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 2,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016, et 7,8 M\$ pour l'exercice 2016, par rapport à respectivement 3,7 M\$ et 18,3 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont été de 0,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 et de néant pour l'exercice 2016, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de respectivement 11,5 M\$ et 49,1 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. Ces diminutions s'expliquent principalement par une diminution nette des emprunts effectués aux termes de la facilité de crédit renouvelable, découlant d'une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie. Presque aucun emprunt n'a été effectué aux termes de la facilité de crédit de la Société au cours de l'exercice 2016 et aucun montant n'était prélevé à la date de clôture.

Fonds de roulement

	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
	\$	\$
Stocks	80 309	89 052
Autres actifs courants	63 750	50 593
Passif courant	(66 128)	(45 777)
Fonds de roulement ¹	77 931	93 868
Ratio du fonds de roulement ¹	2,18	3,05

La baisse du fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2015 est principalement attribuable à une meilleure gestion des achats de matières en fonction de leur utilisation dans le cadre de nos efforts visant à réduire les stocks ainsi qu'à une baisse des prix des produits de base moyens. De plus, au cours de 2016, la Société a reclassé un montant de 16,0 M\$, dont le règlement final doit avoir lieu en avril 2017, des autres passifs aux dettes fournisseurs et charges à payer. Selon l'entente, la Société a l'option de régler la majeure partie de ce montant en nature, par la livraison de métal de qualité commerciale actuellement disponible provenant des stocks excédentaires payés, sans aucune incidence importante sur les flux de trésorerie. Le règlement devrait avoir lieu au cours des deux prochains exercices.

Dettes nettes

	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	325	1 947
Débiteures convertibles	43 157	40 288
Swap de devises	(189)	1 443
Total de la dette	43 293	43 678
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(24 301)	(8 816)
Dettes nettes¹	18 992	34 862

Le total de la dette, compte tenu du swap de devises, a diminué de 0,4 M\$ pour s'établir à 43,3 M\$ au 31 décembre 2016, par rapport à 43,7 M\$ au 31 décembre 2015.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 15,9 M\$, pour s'établir à 19,0 M\$ au 31 décembre 2016, par rapport à 34,9 M\$ au 31 décembre 2015.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir la débenture libellée en dollars canadiens convertible en dollars américains.

Sources de financement à court terme disponibles

	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 301	8 816
Dettes bancaires disponibles	1 438	1 541
Facilité de crédit renouvelable disponible (diminuée le 18 février 2016; se reporter aux explications ci-après)	52 635	103 969
Sources de financement à court terme disponibles	78 374	114 326

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

En août 2014, la Société a conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125,0 M\$ échéant en août 2018, qui a été diminuée à 100,0 M\$ au 30 juin 2015, puis à 50,0 M\$ au 18 février 2016.

En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 50,0 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt soit au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux LIBOR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette consolidée de premier rang/BAIIA de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers, dont une limite de prélèvement temporaire de 25,0 M\$, jusqu'à ce que les états financiers du premier trimestre de 2017 soient publiés. Au cours du premier trimestre de 2016, un montant de 0,9 M\$ au titre des coûts différés a été passé en charges et comptabilisé dans les intérêts théoriques et autres charges d'intérêts. Au 31 décembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En août 2014, la filiale de la Société en Belgique a conclu une facilité de crédit bilatérale de 5,0 M€, qui a été réduite à 2,5 M€ en date du 18 février 2016. La date d'échéance de cette facilité de crédit coïncide avec celle de la nouvelle facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang et est garantie par le même groupe de sûretés. Des emprunts en euros ou en dollars américains peuvent être effectués aux termes de cette facilité bilatérale, laquelle porte intérêt à des taux semblables à ceux de la facilité de crédit renouvelable. Aux 31 décembre 2016 et 2015, aucun montant n'était emprunté.

Fonds provenant de l'exploitation

	T4 2016	T4 2015	2016	2015
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation¹	5 256	(5 734)	12 486	(9 851)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(2 882)	(3 308)	(7 693)	(19 956)
Variation du fonds de roulement	(2 048)	21 866	10 978	73 860
Rachat d'actions ordinaires	(252)	-	(252)	-
Autres	1 061	(994)	351	5 092
	(4 121)	17 564	3 384	58 996
Variation totale de la dette nette¹	1 135	11 830	15 870	49 145
Dette nette ¹ au début de la période	(20 127)	(46 692)	(34 862)	(84 007)
Dette nette¹ à la fin de la période	(18 992)	(34 862)	(18 992)	(34 862)

Les fonds provenant de l'exploitation¹ se sont établis à 5,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016 et à 12,5 M\$ pour l'exercice 2016, en hausse de respectivement 11,0 M\$ et 22,3 M\$ par rapport aux fonds affectés à l'exploitation¹ de respectivement 5,7 M\$ et 9,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. Cette hausse a été renforcée par la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, contrebalançant l'incidence positive moindre de la variation du fonds de roulement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Informations relatives aux actions

	Au 21 février 2017	Au 31 décembre 2016
Actions émises et en circulation	83 599 133	83 778 557
Options sur actions pouvant être émises	2 860 648	2 860 648
Débitures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le 5 octobre 2016, la Bourse de Toronto a approuvé l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société dans le cadre de laquelle la Société a le droit d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 600 000 actions ordinaires du 11 octobre 2016 au 10 octobre 2017. Au 31 décembre 2016, la Société avait racheté et annulé 201 100 actions ordinaires à un prix moyen de 1,26 \$ pour un montant total de 0,3 M\$. Un montant de 0,9 M\$ a été comptabilisé en diminution du capital-actions, et le solde de 0,6 M\$ a été porté en diminution du déficit. Les actions ordinaires acquises ont été annulées.

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation au 31 décembre 2016 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. Les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « nouveau régime »). Le nouveau régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquièrent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquièrent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, dans le cadre du nouveau régime, la Société a attribué 1 245 000 unités d'actions restreintes (aucune en 2015) et elle en a annulé 20 000 (aucune en 2015). Au 31 décembre 2016, 1 225 000 unités d'actions restreintes étaient en circulation (aucune en 2015) dans le cadre du nouveau régime.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a attribué 500 000 unités d'actions liées au rendement (aucune en 2015) et, au 31 décembre 2016, 500 000 unités d'actions liées au rendement étaient en circulation (aucune en 2015).

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2016		2015	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	1 558 345	3,74	1 702 100	4,21
Attribuées	1 445 000	1,65	232 000	2,40
Annulées	-	-	(75 755)	3,24
Expirées	(142 697)	4,90	(300 000)	5,45
En circulation à la fin de l'exercice	2 860 648	2,63	1 558 345	3,74
Exercibles à la fin de l'exercice	1 311 898	3,39	1 024 324	4,08

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 16 et 24 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2016 :

	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer ¹	57 381	57 381	-	-	57 381
Dette à long terme	325	325	-	-	325
Débiteures convertibles	43 157	3 170	3 170	50 474	56 814
Total	100 863	60 876	3 170	50 474	114 520

¹ En 2016, la Société a reclassé un montant de 16,04 M\$, dont le règlement final doit avoir lieu en avril 2017, des autres passifs aux dettes fournisseurs et charges à payer. Selon l'entente, la Société a l'option de régler la majeure partie de ce montant en nature, par la livraison de métal de qualité commerciale actuellement disponible provenant des stocks excédentaires payés, sans aucune incidence importante sur les flux de trésorerie.

Engagements

La Société loue certaines installations et de l'équipement aux termes de contrats de location simple. Les paiements minimums futurs, compte non tenu des charges d'exploitation, se présentent comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
Un an au plus	2 044	2 289
Plus d'un an mais moins de cinq ans	4 367	2 479
Plus de cinq ans	-	364
Total	6 411	5 132

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,7 M\$ au 31 décembre 2016 et 0,5 M\$ au 31 décembre 2015.

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au *Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières* (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2016 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme sera obligatoire le 1^{er} janvier 2018 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et sera obligatoire pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet en vertu des IFRS. La norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur aux termes de l'IFRS 16 reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de chaque actif et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Dans le cadre de l'évaluation des flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions de prix obtenues de diverses sources sur le marché et des informations publiques sur les prix des métaux auxquelles elle a accès au 31 décembre 2016. Ces hypothèses ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels peuvent être différents et donner lieu à des ajustements des immobilisations incorporelles de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs. L'incertitude relative aux estimations de la valeur des actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu est plus élevée, puisque ces estimations dépendent d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs l'année prochaine : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend de l'évolution future du marché et de la capacité de la Société à commercialiser et à fabriquer de nouveaux produits afin de réaliser les bénéfices prévus. Par exemple, de nouveaux procédés de fabrication pourraient ne pas être mis en œuvre à une échelle industrielle dans les délais prévus et les nouveaux produits pourraient ne pas avoir le succès escompté sur le marché. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs à un moment donné : a) une croissance importante prévue de la demande sur le marché pour différents métaux; b) les prix de vente qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux; et c) le taux d'actualisation associé aux nouveaux procédés et aux nouveaux produits (compte tenu de la prime sur le coût moyen pondéré du capital de la Société associée aux incertitudes additionnelles).

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Option de conversion des débetures

Les débetures convertibles émises par la Société sont assorties d'options de conversion et de remboursement anticipé, qui sont considérées comme des instruments financiers de niveau 3. Le dérivé est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, et sa juste valeur doit être mesurée à chaque période de présentation de l'information financière, les variations ultérieures de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état du résultat net consolidé. Un modèle d'évaluation des dérivés qui comporte des hypothèses est utilisé pour estimer la juste valeur. Les détails se rapportant aux hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation de la juste valeur du dérivé incorporé, à la date de sa création et au 31 décembre 2016, sont présentés à la note 12 des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans l'avenir. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des coentreprises, des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites aux notes 8, 23, et 26 des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 16, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés était comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
Option de conversion des débetures	(68)	(87)
Swap de devises	189	(1 443)

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 24 des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme et de ses débentures convertibles soit à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

Risque de change

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro, le dollar canadien et la livre sterling. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir les flux de trésorerie liés aux débentures convertibles en dollars canadiens, en appliquant les principes de la comptabilité de couverture. De plus la Société peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2016 :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	498	1 556	448	652	395
Créances	520	7 733	743	3 428	1 101
Dettes fournisseurs et charges à payer	(6 618)	(9 941)	(3 506)	(4 127)	(1 084)
Dettes à long terme	(325)	-	-	-	-
(Passifs) actifs financiers nets	(5 925)	(652)	(2 315)	(47)	412

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2016 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	RMB	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(296)	(33)	(116)	(2)	21
Affaiblissement de 5 %	296	33	116	2	(21)

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société compte un grand nombre de clients et ne dépend plus d'un seul en particulier. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

La Société constitue un compte de correction de valeur pour créances douteuses conformément à l'évaluation que fait la direction des montants recouvrables. La valeur comptable des créances représente donc généralement le risque de crédit maximum auquel la Société est exposée. Aux 31 décembre 2016 et 2015, la Société a comptabilisé une réduction de valeur au titre des créances douteuses de respectivement 0,1 M\$ et 0,5 M\$. Ces montants, le cas échéant, sont inclus dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et sont présentés nets des montants recouverts correspondants de périodes antérieures.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

Risques et incertitudes

La Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus a pour objectif d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et il s'articule autour de trois piliers principaux : 1) optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval; 2) dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux; et 3) assurer une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos, et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, dont l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Réglementation du commerce international

Nous exerçons nos activités dans plusieurs pays et, par conséquent, sommes exposés à des risques en cas de changement dans la réglementation et les politiques en matière de commerce international. Ces risques comprennent, sans s'y restreindre, les obstacles ou les restrictions touchant le libre-échange, et les modifications relatives aux taxes et impôts, aux tarifs et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Favorisant la proximité avec nos clients et nos fournisseurs, nous exerçons nos activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, toutefois, rien ne garantit que nous ne subissions pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux changements sur la scène politique internationale et à leur incidence sur le commerce mondial.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimions respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme la mise en place de politiques de coercition plus agressives, l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de conditions environnementales actuellement inconnues, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Risque lié à la concurrence

Nous sommes les chefs de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques et n'avons pas beaucoup de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Risque lié au prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture, les taux de change, la demande de métaux à l'échelle mondiale, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Protection de la propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons presque exclusivement sur une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur.

Risque lié à la valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de membres de la haute direction pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à attirer et à garder à notre service les employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques associés au fait d'être une société cotée

Nos actions sont cotées et, par conséquent, nous sommes tenus de nous conformer à toutes les obligations imposées aux « émetteurs assujettis » en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada et à toutes les obligations applicables à une société cotée en vertu des règles de la Bourse. Un autre risque associé au fait d'être une société cotée est l'obligation de communiquer les informations clés de la Société, ce qui n'est pas le cas pour ses concurrents qui sont des sociétés à capital fermé.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des

Rapport de gestion

activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, les coûts des litiges et de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et le swap de devises lié aux débentures convertibles, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Prix des métaux

(en dollars américains le kilo)



Source : Low Metal Bulletin

Principales informations financières du quatrième trimestre de 2016

Aux dates suivantes et pour les trimestres clos à ces dates :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015	31 mars 2015
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	54 704	55 491	57 435	63 868	59 367	68 732	87 250	95 663
BAIIA ¹	4 803	2 066	5 358	2 884	(26 000)	(26 136)	(5 966)	3 406
BAIIA ajusté ¹	4 331	6 816	4 714	4 250	674	1 052	1 963	270
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	158	(4 232)	86	(1 907)	(42 615)	(32 171)	(20 463)	(1 949)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$	(0,51) \$	(0,38) \$	(0,24) \$	(0,02) \$
Résultat net	158	(4 232)	87	(1 909)	(42 615)	(32 171)	(20 464)	(1 951)
Résultat de base par action	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$	(0,51) \$	(0,38) \$	(0,24) \$	(0,02) \$
Résultat dilué par action	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$	(0,51) \$	(0,38) \$	(0,24) \$	(0,05) \$
Résultat net ajusté ¹	148	2 298	45	(653)	(12 966)	(5 652)	(6 125)	(2 472)
Résultat net de base ajusté par action ¹	- \$	0,03 \$	- \$	(0,01) \$	(0,15) \$	(0,07) \$	(0,07) \$	(0,03) \$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation ¹	5 256	238	4 521	2 471	(5 734)	(620)	(1 482)	(2 015)
Carnet de commandes ¹	136 jours	148 jours	157 jours	145 jours	158 jours	134 jours	137 jours	142 jours

Principales informations financières de l'exercice 2016

Aux 31 décembre et pour les exercices clos aux 31 décembre

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)

	2016	2015	2014
	\$	\$	\$
Produits	231 498	311 012	508 195
BAIIA ¹	15 111	(54 696)	39 444
BAIIA ajusté ¹	20 011	3 959	35 045
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(5 895)	(97 198)	10 812
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(0,07) \$	(1,16) \$	0,13 \$
Résultat net	(5 896)	(97 201)	10 673
Résultat de base par action	(0,07) \$	(1,16) \$	0,13 \$
Résultat dilué par action	(0,07) \$	(1,16) \$	0,05 \$
Résultat net ajusté ¹	1 838	(27 215)	10 636
Résultat net de base ajusté par action	0,02 \$	(0,32) \$	0,13 \$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation ¹	12 486	(9 851)	17 592
Carnet de commandes	136 jours	158 jours	122 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	219 057	220 737	399 531
Total du passif non courant	64 415	78 335	135 100
Dettes nettes ¹	18 992	34 862	84 007
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	88 522	96 632	196 443

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».